

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 30 (1993)  
**Heft:** 1129

**Artikel:** Où commence le populisme?  
**Autor:** Rebeaud, Laurent  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1011584>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

L'INVITÉ DE DP

# Où commence le populisme ?

Laurent Rebeaud

conseiller national écologiste

Depuis l'an dernier, on parle beaucoup de populisme en politique suisse. C'est la faute à Blocher, ou plutôt aux journalistes qui ont décidé d'appeler populisme sa manière démagogique de combattre la participation de la Suisse à l'Espace économique européen.

La démagogie, nous dit Robert, est une politique par laquelle on flatte, excite, exploite les passions des masses. Le populisme, tel que nous l'entendons, semble se situer un degré au-dessous. Ce n'est pas à proprement parler une politique, mais plutôt une méthode, une attitude, une manière de faire la politique. Est populiste celui qui plaît au peuple parce que, d'une manière ou d'une autre, le peuple se reconnaît en lui. Est populiste celui qui dit ce que le peuple aime entendre. Mais encore ?

Moritz Leuenberger, dans un débat sur les taux hypothécaires en Europe, reprochait à Rudolph Strahm d'en faire abusivement un argument contre l'EEE. Et de glisser, perfide: «*Le populisme de gauche ne vaut pas mieux que le populisme de droite*». Le sens est clair: l'ancien secrétaire de l'Association suisse des locataires reprochait au nouveau d'abuser de son crédit pour confirmer ou renforcer une croyance diffuse dans l'électorat anti-européen, selon laquelle l'adhésion à l'EEE aurait pour conséquence une augmentation des loyers.

M. Blocher, à sa manière, n'a rien inventé. Il a exprimé haut et fort, en dialecte, des croyances répandues dans l'électorat alémanique. Ces croyances (aggravation du chômage, bureaucratie tentaculaire de la Communauté, incapacité du Conseil fédéral, échec des négociations AELE-CEE, etc) donnaient une allure rationnelle à une envie parfaitement irrationnelle de rejeter l'EEE. Il n'était pas nécessaire que M. Blocher croie vraiment à ses prévisions sur le chômage ou à ses descriptions dantesques de bureaucratie communautaire: il suffisait qu'il partage le sentiment profond de son auditoire pour que le «message» passe.

Pour être populiste, il ne suffit pas de dire au peuple ce qu'il a envie d'entendre. Il

faut encore être en situation privilégiée, de prestige, de pouvoir ou de responsabilité, qui ajoute une valeur particulière au «message». Il faut détenir une position telle que les gens puissent penser: «Si c'est lui qui le dit, c'est que ça doit être vrai».

Lorsque Pascal Richard, vainqueur du dernier Tour de Romandie, affirme que les politiciens sont tous des menteurs, il exprime une croyance partagée par beaucoup de monde; il n'en est pas pour autant populiste, parce que le port du

  
**Pascal Richard  
peut dire que  
tous les politiciens  
sont des  
menteurs sans  
être populiste.  
Pas Christiane  
Brunner.**  


maillot vert ne lui donne aucune qualification reconnue pour se prononcer en connaissance de cause sur les politiciens. Lorsque Christiane Brunner déclare qu'il n'y a «pas d'honnêteté dans le monde politique», elle ne fait rien d'autre qu'exprimer une croyance fort répandue dans la population. Mais il y a une différence majeure. Du fait qu'elle est conseillère nationale, qu'elle connaît le monde politique de l'intérieur, elle est au bénéfice d'une crédibilité supérieure. Elle confirme,

nourrit, aggrave les sentiments négatifs d'une bonne partie de la population à l'égard des politiciens en général, en lui donnant une raison supplémentaire de penser que ces sentiments sont fondés. Alors qu'elle sait probablement qu'il y a aussi des politiciens honnêtes. Ici commence le populisme.

Dans un récent débat sur l'initiative «40 places d'armes», j'ai dû affronter l'argument débile selon lequel cette initiative rendrait impossible toute modernisation des casernes ou des bâtiments d'instruction. Cela se passait à Troistorrents, en Valais. Le public, dans sa grande majorité, manifestait bruyamment son envie que cela soit vrai. Partisan de l'initiative, je n'étais pas suffisamment crédible face à ce public-là pour le convaincre que c'était faux. Il aurait fallu que l'un des conseillers nationaux bourgeois présents prenne la parole et dise: «Sur ce point, M Rebeaud a raison, c'est effectivement le Parlement qui fera la loi d'application, et le texte de l'initiative nous permet de faire en sorte que cette loi ne rende pas impossible toute modernisation.» Ni M. Leuba, ni M. Couchepin ne l'ont fait, préférant laisser le public persévérer dans l'erreur. Il peut aussi y avoir du populisme par omission.

Consciemment ou non, le populisme met en œuvre une complicité entre le politicien et son public. Le politicien dit ce que le public désire entendre, étant tacitement admis que son discours peut comporter une part de mensonge, d'exagération ou de simplification abusive. Ainsi, Bill Clinton et Edouard Balladur ont augmenté les impôts dès leur entrée en fonction, alors qu'ils avaient promis pendant toute leur campagne électorale qu'ils ne le feraient pas; c'est à peine si on leur en a voulu. Tout se passe comme si les électeurs avaient admis à l'avance que les candidats ne tiendraient pas leur promesse. Comme si c'était normal qu'un candidat ne tienne pas ses promesses. Puisqu'ils sont *tous menteurs*.

Le constat n'est pas rose. Le public n'a pratiquement aucun moyen de savoir quand ses politiciens disent vrai et quand ils cèdent au populisme. Il ne lui reste qu'à choisir entre des menteurs plus ou moins sympathiques, à élire les candidats qui lui plaisent par leur style, leur image. Et la grande presse aggrave le phénomène lorsqu'elle s'intéresse au style et à l'image des politiciens plus qu'au contenu de leurs discours. Le populisme a encore de beaux jours devant lui. L'ennui, c'est qu'il est radicalement incompatible avec la démocratie. ■